

L'ÉVEILL

Quotidien

N° 502 / 13^{ème} année. Dimanche 26 octobre 2003

Joindre l'utile à l'autre utile

L'Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services est l'une des principales institutions créées par la Mauritanie avec l'appui de ses partenaires au développement, en particulier la Banque mondiale, dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la pauvreté.

Dans un temps record, soit 18 mois d'existence, son équipe dirigeante a mis en place une structure parfaitement bien huilée, qui a la particularité d'appliquer des méthodes de gestion transparentes, notamment en matière de passation de marchés.

Avec le démarrage, la semaine dernière, de la première série de réalisations de son Plan d'Action 2003-2005 (13 milliards d'ouguiyas) en matière d'électrification, d'eau et de télécommunications-TIC dans les deux Hodh, à l'Assaba, au Tagant et au Tiris Zemmour, le Directeur général de l'Agence a lancé un ouf de soulagement, d'autant plus que toutes ces actions, inaugurées en grande pompe par les ministres délégués à cet effet, sont désormais comptabilisées dans l'actif de son candidat favori à l'élection présidentielle du 7 novembre prochain, le Président de la République actuel, Maaouiya Ould Sid'Ahmed Taya.

En effet, le démarrage de travaux d'infrastructures urbaines d'eau et d'électricité dans les villes les plus difficiles d'accès en Mauritanie, à savoir Tichit, Bir Moghreïn, Oualata, Tamcheket, Rachid et bientôt Choum, la réalisation de 20 forages dans 10 localités dans les wilayas de l'Assaba, du Hodh Echargui, Hodh Elgharbi et au Tagant, l'inauguration d'un programme de fourniture d'équipements familiaux pour les services d'électricité solaire dans les localités de Bellaware, Bougaara, Echivae, Lagrayva, Oum Lemhar et des services de télécentre de téléphonie et internet publics par satellite dans les zones isolées de Bir-Moghrein, Vassala, Oualata et Touil ont coûté environ 800 millions d'ouguiya déboursés par le Fonds d'Accès Universel, géré par l'Agence et alimenté jusque là par les seules ressources du Budget d'Investissement Consolidé (BIC) de l'Etat mauritanien. D'ailleurs pour la mobilisation du reliquat de financement de son Plan d'Action 2003-2005, l'Agence a organisé, sous le patronage du ministre des Affaires économiques et du Développement, au cours de la première semaine du mois d'octobre, une journée de concertation à laquelle étaient conviés les principaux partenaires au développement du pays, notamment la Banque

mondiale, l'AFD, l'UNICEF, le PNUD, la GTZ, la BAD, la BID et la JICA (Coopération japonaise).

En lançant cette série de projets dans le contexte actuel, l'Agence fait d'une pierre deux coûts : elle respecte, avec une avance valant performance pour une institution relativement jeune, une programmation initialement arrêtée et offre par la même occasion au Président candidat l'opportunité de capitaliser, dans le cadre de sa bataille électorale, des réalisations concrètes entrant dans le cadre de son engagement de généralisation progressive des services essentiels au développement économique et au bien-être social, notamment les services d'eau, d'électricité et de télécommunications-TIC.

Faut-il préciser qu'à la suite du "raté" d'une institution publique ayant déplacé récemment un ministre pour lancer des "réalisations importantes en matière d'électrification rurale" pour lesquelles elle n'avait pas encore obtenu la non objection de son principal bailleur, les services de la primature avaient, sur instruction parvenue de "là-haut", prévenu tous les candidats à "l'inauguration" que cette pratique peut se révéler comme une arme à double tranchant, dangereuse en période électorale.